

Conseil d'administration du 27 juin 2024
Déclaration des représentants des personnels FSU – CGT – FO

Cette réunion du conseil d'administration est convoquée dans un contexte particulier.

Lundi nous avons appris la volonté du rectorat de supprimer une classe de 1ère STIDD. Cela se traduirait par deux groupes à effectifs pléthoriques, et donc des conditions d'enseignement fortement dégradées. En effet dans cette série, les élèves ont des niveaux très hétérogènes et nous ne disposons toujours pas des locaux techniques dédiés aux enseignements de STI. Ce projet de fermeture nous est inacceptable. Nous vous demandons donc de revenir sur cette décision de suppression.

Nous apprenons également la suppression d'un poste d'Assistant d'Éducation, qui fait suite à une suppression l'année précédente. Cette décision est incompréhensible quand on voit la multiplication des conseils de discipline et les événements vécus cette année, avec en particulier un droit de retrait des collègues suite à l'agression d'une surveillante.

S'y ajoute la suppression d'un poste d'agent administratif qui va encore dégrader là aussi les conditions de travail de ces personnels.

Nous rappelons également notre demande d'un poste de proviseur adjoint supplémentaire car avec deux sites et la direction du GRETA Poitou-Charentes la direction a en charge l'équivalent d'au moins trois établissements.

Enfin c'est une journée de mobilisation pour les personnels du GRETA et les CFC qui travaillent pour le GRETA avec une lettre-pétition qui a déjà rassemblé plus de la moitié des personnels concernés, des débrayages et un rassemblement devant l'établissement. Les CFC comme les personnels du GRETA n'en peuvent plus de l'attitude de la direction et du rectorat qui ignorent les avertissements et mettent un mouchoir sur les problèmes. Pire, des personnels qui ont toujours donné satisfaction s'entendent dire qu'ils ne font pas correctement leur travail ou sont incompétents. Les nombreux signalements au registre RSST sont au mieux considérés comme des problèmes de relations interpersonnelles, des chamailleries en quelque sorte. Cela se traduit depuis un an par une explosion du nombre de signalements, arrêts de travail, ruptures et départs qui s'accumulent depuis un an au GRETA comme chez les CFC.

De plus nous relevons des choix qui sont contradictoires avec les objectifs de rentabilité financière affichés et qui auront pour conséquence une aggravation de la situation.

Une fois de plus nous attendons des mesures fortes en ce qui concerne la direction du GRETA. C'est indispensable et urgent pour retrouver une situation apaisée dans les relations de travail, reconstruire des collectifs de travail, et que les conditions soient réunies pour redresser la situation du GRETA.

En signe de protestation, nous avons décidé de boycotter cette séance du conseil d'administration et nous appelons la direction et la Rectrice à revenir à la raison.